

Barta

LA LUTTE DE CLASSE

2 décembre 1956

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! – LA LUTTE de CLASSE n° 2 [a]

[*]

NI FOUS, NI BETES

Devant la situation catastrophique qui a suivi immédiatement l'intervention en Egypte, la tentation est grande de considérer les actuels dirigeants et ministres comme incapables de mener une politique cohérente. Poujade, qui veut nous donner en sa personne un surhomme capable de tout résoudre, les a même traités de cinglés.

La réalité est autre. La réalité est que la bourgeoisie française mène, par différents moyens et par divers hommes politiques, une offensive continue contre les masses populaires de la métropole et de son empire colonial. Les dirigeants comme Mollet, par exemple, ne peuvent pas empêcher la crise où les convulsions de l'économie capitaliste précipitent la bourgeoisie française, mais il peut la faire accepter à la population travailleuse et lui en faire supporter le poids.

Dans les années qui ont suivi la fin de la guerre, la bourgeoisie française a guerroyé d'un bout à l'autre du monde pour reconquérir son empire chancelant ; elle a remonté toute son industrie ; elle a commencé la guerre d'Indochine. Cela au prix de sacrifices terribles imposés au prolétariat français qui, trois ans après la "libération", connaissait encore les restrictions. Sacrifices qu'il n'accepte, pour une large part, que parce que la bourgeoisie française s'est cachée derrière quelques ministres "socialistes" et "communistes" qui, en échange de leurs fauteuils se sont servi des appareils politiques et syndicaux dont ils disposaient, pour imputer aux ravages de la guerre passée la responsabilité des ruines dues à l'intervention en Indochine, en paralysant ainsi la défense ouvrière.

Ainsi grâce au gouvernement PC-PS-MRP, au "retroussez-vos-manches" et au "produire d'abord", la bourgeoisie française a pu se relever de ses ruines sur le dos des masses laborieuses et lancer le pays dans la guerre d'Indochine. Elle ne l'a pas gagnée, cela n'a pas dépendu d'elle, mais elle en a tiré profit au maximum.

En 47, la vague de grèves dont le départ échappa au contrôle de la CGT, obligea les ministres "communistes", devenus inutiles à la bourgeoisie, à quitter le gouvernement. La guerre froide entre bloc russe et occidentaux les empêcha d'y rentrer depuis. Mais les socialistes ou même les radicaux jouèrent le même rôle à chaque fois qu'il fut nécessaire d'endormir la bonne foi et la confiance des masses.

En 54, l'armée française était pratiquement anéantie à Dien Bien Phu. Le gouvernement français demanda aux USA d'intervenir. Ceux-ci refusèrent. Il ne restait qu'à céder ou envoyer le contingent, mesure impopulaire que Bidault n'aurait pu faire admettre par l'opinion. Alors Mendès France, connu pour son opposition à la guerre d'Indochine, accéda au gouvernement. Il proposa au Viet Minh un armistice dans les quinze jours, sinon il envoyait le contingent. Il n'eut pas à le faire parce que entre-temps le Viet Minh avait cédé, mais son rôle s'inscrivait dans la même continuité.

Cette année, au lendemain des élections, la guerre se développant en Algérie, l'appel des disponibles fut nécessaire pour sauver les dividendes de nos exploiters. C'est un gouvernement Mollet-Mendès France qui s'en chargea. La mesure prise, et acceptée par les masses, Mendès France devenu inutile passa lui-même dans la "réserve" et démissionna pour sauvegarder sa popularité et pouvoir resservir une autre fois. Ainsi font nos gouvernants, qui défendent au moyen de personnalités ou d'équipes différentes, une seule et même politique : celle de la bourgeoisie française.

Note

[a] Cette série de *La Lutte de Classe*, bulletin ronéotypé, a été éditée par le groupe *Voix Ouvrière*. Barta collabora à sa rédaction. Les articles qui lui sont attribués avec certitude sont signalés par un [*].